Pour une couverture médiatique éthique de la violence sexuelle à l'encontre des enfants

Manuel à l'usage des journalistes



PROGRAMME

Événement de lancement
Strasbourg et en ligne
Salle 10, Palais de l'Europe
18 novembre 2026

Organisé en coopération avec la Représentation permanente de Saint-Marin auprès du Conseil de l'Europe, à l'occasion de la Journée pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

LIVE

www.coe.int/children
#EndChildSexualAbuseDay

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Informations générales

Le 18 novembre 2026, le Conseil de l'Europe lancera le *guide « Le traitement journalistique éthique des violences sexuelles faites aux enfants »* lors d'un événement hybride organisé à Strasbourg et en ligne. Ce lancement aura lieu à l'occasion de la Journée pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et dans le cadre de la 49e réunion du Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote).

Un traitement journalistique éthique peut sensibiliser le public, façonner les attitudes et encourager les victimes et les survivants à demander de l'aide. Le choix réfléchi des mots et des images peut également contribuer à protéger les droits des enfants, préserver l'identité des victimes et réduire le risque de leur causer un préjudice supplémentaire. Ce manuel pratique, destiné aux journalistes et aux autres acteurs des médias, s'articule autour de dix principes clés pour un traitement journalistique éthique. Il peut également être utile à tous les professionnels qui travaillent pour et avec les enfants.

Le manuel propose des conseils pour mener des entretiens avec tact, intégrer de manière responsable le point de vue des enfants et choisir des termes, des titres et des images qui évitent les stéréotypes, le sensationnalisme et la divulgation de l'identité des personnes concernées. Il comprend également des ressources pratiques, notamment des définitions clés, les coordonnées d'organisations spécialisées, des sources officielles de données et des listes de contrôle à utiliser avant publication.

Cet événement public vise à présenter le manuel à un large éventail de parties prenantes, notamment aux journalistes et aux autres acteurs des médias, ainsi qu'aux membres, participants et observateurs du Comité de Lanzarote. Les autorités nationales, les organismes de régulation, la société civile, les journalistes et les autres acteurs des médias sont encouragés à traduire le manuel et à adapter ses recommandations à leur contexte national.

Programme

16:00 – 16:30	**Pause-Café –** Offerte par la République de Saint Marin
16:30 – 16:45	**Allocutions d'ouverture** ➢ *Irena Guidikova, Cheffe de Service de la dignité humaine et de l'égalité de genre, Conseil de l'Europe* ➢ *Michela Bovi, Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, Représentante Permanente de Saint-Marin auprès du Conseil de l'Europe*
16:45 – 17:30	**Lancement du manuel** *Animé par Agnes von Maravić, Cheffe la Division des droits des enfants et Coordinatrice du Conseil de l'Europe pour les droits d'enfant* **Contexte** ➢ *Mireya García de Murcia, conseillère juridique auprès du secrétariat du Comité de Lanzarote* **Pourquoi un traitement journalistique éthique des violences sexuelles faites aux enfants est essentiel : une perspective journalistique tenant compte des traumatismes** ➢ *Ricardo Gutiérrez, secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes (EFJ)* ➢ *Irene Caselli, directrice de programme de l'Initiative pour le journalisme sur la petite enfance, au Centre mondial pour le journalisme et les traumatismes* **Mise en pratique du manuel : l'expérience de l'Espagne** ➢ *Lourdes Collado, Plataforma de Infancia (en ligne)*
17:30 – 18:00	**Séance de questions-réponses / débat**

FRA

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains du continent. Il compte 46 États membres, dont tous les États membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe sont parties à la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits humains, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme veille à la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE